

## Communications de M. le Maire

**M. LE MAIRE** : 9 élèves en BTS Assistant de manager du Lycée Pergaud assistent ce soir à nos débats avec leur enseignante Mme MENEGAIN. Je les accueille avec plaisir. Si vous voulez qu'un jour ils soient vos managers, soyez plus disciplinés que cela !

Vous avez sur vos tables une gourde de poche ; c'est une nouvelle opération pour promouvoir encore une fois la Bisontine, la meilleure eau de France, du monde quasiment, donc vous pourrez en faire bon usage. Vous avez également un petit document papier avec les 11 chiffres clés de la Ville, et sur CD le budget, tout ce qu'il est bon de savoir, vous pouvez garder cela et le lire attentivement.

Je voudrais aussi vous proposer comme secrétaire de séance Nicole WEINMAN.

Enfin je voudrais saluer Vincent NUYTS dont c'est, à ma connaissance, le dernier conseil municipal. Après avoir passé une dizaine d'années au Mans avec mon ami Jean-Claude BOULARD, Vincent NUYTS est venu nous rejoindre en 2002. Il va partir Directeur de la Communication de l'Agglomération de la ville de Brest. C'est son tempérament breton et son attrait pour le vent du large qui ont pris le dessus. Je voulais ce soir simplement le remercier du travail accompli pendant ces presque 9 années à Besançon. On gardera ici de Vincent le souvenir d'un «bosseur» déjà, engagé, loyal, enthousiaste, qui a même reçu les félicitations de la presse locale ce matin, je l'ai lu dans l'Est Républicain, avec beaucoup de campagnes de communication réussies. On ne va pas toutes les citer, mais justement la Bisontine, l'UNESCO, Besançon l'Irrésistible. Donc je te souhaite bon vent, là-bas. On se reverra je le sais régulièrement et puis nous espérons que tu garderas un bon souvenir de ton passage en Franche-Comté. Nous aurons l'occasion de célébrer cela autour d'un verre dans quelques jours. A mon ami le Maire de Brest qui m'a dit «je te prends quelqu'un de bien», je lui ai répondu «oui mais c'est normal, au bout de 9 ans, il faut que l'on puisse avoir une mobilité professionnelle». Donc Vincent, merci pour ce que tu as fait ici.

\* \* \* \*

Je voudrais maintenant simplement tenir quelques propos liminaires puisque nous sommes au printemps et que le printemps c'est traditionnellement le renouveau, la renaissance. Mais force est de constater qu'aujourd'hui nous sommes loin du compte. Le ciel planétaire quand on l'observe est bien obscurci et il y a des menaces diverses de tous ordres qui sont bien présentes. Tout d'abord la tragédie japonaise qui illustre au fond la très grande fragilité de notre société, y compris comme c'est le cas du Japon, pour les sociétés les plus avancées au monde. Bien sûr ce pays a tout enduré : un des tremblements de terre les plus puissants de son histoire, un terrible tsunami qui s'en est suivi et puis maintenant il est en lutte avec un accident nucléaire qui a des répercussions bien au-delà de l'archipel nippon. Nous nous inclinons tout d'abord devant les trop nombreuses victimes japonaises et adressons notre soutien aux survivants, aux blessés et aux autorités locales des villes et villages qui gèrent maintenant les conséquences de cette catastrophe. Vous savez que Besançon a une tradition de ville solidaire ; Besançon apportera donc une aide financière aux victimes par l'intermédiaire de la Croix-Rouge française qui le reversera à la Croix-Rouge japonaise. Cependant, devant l'intensité de la catastrophe nous avons demandé aux services, entre autres au service des Relations Internationales, de rechercher si nous ne pouvions pas mettre en place d'autres aides complémentaires. Nous avons d'ores et déjà pris contact avec le CLA pour être sûr que les élèves d'origine japonaise n'étaient pas en difficulté. Apparemment ce n'est pas le cas, et ils sont surtout en lien avec leur famille et souhaitent rester discrets. Donc je vous informerai au prochain conseil municipal des dispositions que nous prendrons pour apporter notre soutien. Ce sera de l'ordre, bien sûr, du symbole par rapport aux centaines de milliards d'euros de dégâts mais ce sera un symbole fort. J'ai par ailleurs écrit, entre autres, à Kengo KUMA, l'architecte japonais qui est en train de réaliser notre Cité des Arts et de la Culture.

La situation japonaise nous amène d'ailleurs à réaffirmer que la sécurité de la population doit être la première responsabilité des autorités publiques, et une politique active de protection des populations construite autour de la prévention des risques de toute nature, en particulier des risques technologiques et nucléaires est un préalable indispensable. Je rappelle que nous avons ici au sein de la Mairie un service

qui s'appelle DPRU, Direction de la Prévention des Risques Urbains, dont Jean-Claude BLOCH est le responsable. Comme j'ai eu l'occasion de le dire dans la presse, il me paraît évidemment nécessaire qu'une réflexion globale sur la politique énergétique suivie par notre pays soit réalisée en prenant davantage en compte, d'une part les progrès technologiques en matière d'économies d'énergie, et d'autre part la qualité du parc d'équipements existants ou programmés de production d'électricité, et de garantir à la fois les besoins énergétiques de la France sans compromettre son indépendance et ses capacités économiques alors qu'on voit bien que la relance est fragile. Besançon, vous le savez, est la capitale de la biodiversité. Elle est reconnue en France et même au-delà pour son exemplarité en matière énergétique et nous avons, me semble-t-il, notre place dans ce débat, et devons donc réfléchir ensemble sur ce thème. Voilà ce que je tenais à dire par rapport à cela. J'ai d'ailleurs demandé qu'on revisite le plan mis en place par la DPRU pour vérifier effectivement que tout était bien en ordre et j'ai demandé au Préfet de me dire s'il était nécessaire de l'actualiser ou pas, mais apparemment cela ne l'est pas.

A côté de ces événements majeurs la vie continue avec aussi son lot de mauvaises nouvelles puisque vous savez, une nouvelle fois le service public de l'éducation est menacé avec vingt fermetures annoncées. C'est la première fois qu'une telle carte scolaire est connue pour la Ville, je parle sous le contrôle de Françoise FELLMANN qui suit cela depuis de nombreuses années. Cette année, la carte scolaire qu'on nous propose est une catastrophe. Légitimement mais aussi publiquement je m'interroge à nouveau sur les objectifs qui sont poursuivis. Bien sûr il y a toujours la loi en projet de limitation des dépenses publiques qui peut nécessiter des aménagements. Nous avons toujours été pragmatiques mais actuellement nous n'avons aucune visibilité. Il faut que l'on redise aussi que lorsque l'on met en place des révisions générales des politiques publiques, ça se traduit souvent par des suppressions dans les secteurs où on devrait au contraire augmenter les efforts, que ce soit dans le domaine de l'éducation, celui de la santé, voire même celui de la sécurité avec les forces de police. Je regrette, et je le dis à nouveau, un dialogue tardif avec le Rectorat et un manque de transparence. Nous sommes donc et en tout cas je suis avec mes amis aux côtés des parents et des enseignants mobilisés et c'est dans ce cadre que je vais rencontrer prochainement M. le Recteur pour l'entretenir de ces questions et lui redire que la Ville doit pouvoir dialoguer avec lui, avec l'Inspecteur d'Académie sur ces questions, doit pouvoir exprimer sa vision quant aux moyens de l'éducation dans la ville. D'autant plus qu'on ne peut pas nous reprocher de faire les choses à moitié, nous avons en effet depuis 2001 considérablement augmenté les crédits pédagogiques dans nos écoles, renouvelé l'ensemble du matériel scolaire et fait de gros efforts dans l'immobilier scolaire même si des écoles restent encore à rénover, je pense entre autres à une école à Planoise.

De la même façon, demain je soutiendrai les salariés de RFF dans leur combat pour maintenir leurs emplois ici à Besançon, dans ce même bâtiment, leur combat contre la délocalisation du siège social à Dijon. J'ai déjà exprimé mon sentiment sur ce déménagement inacceptable, sur le fait que l'on m'avait menti, et je dis bien menti, lorsque suite à des rumeurs, j'ai demandé au directeur général de RFF de venir me voir et qu'il m'a dit que ce n'était que des rumeurs et qu'il n'y avait rien de tel de prévu, mais absolument rien. Aujourd'hui je me suis beaucoup activé, j'en ai parlé à Hubert DUMENIL à Auxonne, j'ai rencontré Mme VALLON, la directrice générale de RFF avec Jean-Claude ROY et mon Directeur de Cabinet à Paris. Les engagements qui avaient été pris par RFF il y a un an et demi, on s'assied dessus ! Je rappelle qu'il y a moins de deux ans RFF avait demandé au Maire, Président de l'Agglo, de l'aider à se reloger pour quitter les bâtiments de la Mouillère ; c'est ce que nous avons fait ici, où je le redis au passage, l'Etat, RFF, établissement public, a investi plus d'1 million d'euros, bâtiment qu'il s'apprête à quitter en grande partie car bien sûr ce n'est jamais un départ total mais on sait très bien que cela finira inévitablement par un départ de l'ensemble de la structure. J'ajoute que RFF nous avait demandé de lancer une réflexion sur le devenir des bâtiments appelés Pomona pour voir comment ils pourraient être valorisés par RFF sur la Ville et permettre d'asseoir sa présence sur Besançon. Un an après les choses ont changé : on me dit que le TGV est fini, qu'il faut partir plus loin mais cela on le savait déjà il y a un an, je pense que c'était prévisible. Je crois que c'est toujours la même règle de rentabiliser au maximum, de supprimer, de compresser, il faut faire en sorte que l'on ait le moins de dépenses possible, ce qui en soi n'est pas forcément condamnable, mais le moins de dépenses possible quand on attaque le service public, là comme j'ai pu le lire dernièrement «jusqu'à l'os», cela ne va plus. J'ai alerté d'ailleurs Mme BRANGET qui est député, vous le savez mais qui est aussi au Conseil d'Administration de la SNCF, même si je n'ignore pas que la SNCF et RFF ce n'est pas la même chose. Je lui ai demandé d'intervenir pour expliquer que

nous devons garder ici en Franche-Comté un établissement de RFF comme cela nous l'avait été promis dans le cadre d'un partage qui avait été fait : plutôt la SNCF à Dijon et Réseau Ferré de France à Besançon. C'est un combat que je vais continuer à mener.

Mais la vie municipale a aussi ses lueurs d'espoir ; je serai présent samedi à Bâle avec un certain nombre de vice-présidents de l'Agglomération, au Salon Mondial de l'Horlogerie et de la Bijouterie BASELWORLD 2011 qui dure une dizaine de jours. Nous irons donc présenter à Bâle, aux Français, aux Suisses mais aussi à la profession, les atouts de l'agglomération du Grand Besançon dans laquelle, vous le savez, les entreprises d'horlogerie reviennent à nouveau s'installer. Nous serons donc présents à Bâle pour marquer ce renouveau horloger de Besançon car vous connaissez ma conception, elle est très claire, il ne peut pas y avoir de redistribution sans création de richesse et il y a là effectivement avec l'horlogerie un créneau pour nous. Et la Ville bien sûr va continuer à être auprès des industriels mais aussi auprès des artisans, auprès des commerçants, pour accompagner leur développement malgré toutes les vicissitudes ou les contraintes.

Je voudrais terminer mon propos qui est aujourd'hui un peu long, je vous prie de m'en excuser, mais la situation l'exigeait, en renouvelant en votre nom et en mon nom personnel bien sûr, notre soutien à Sylvie JEANNIN, notre collègue et amie qui a eu la douleur de perdre Fabien, son mari, il y a trois semaines, après un long combat courageux et digne contre la maladie et nous voulions assurer Sylvie de toute notre affection.

Je voulais aussi soutenir également dans l'épreuve des collègues élus : Benoît CYPRIANI et Frank MONNEUR, tous deux touchés par la perte d'un proche.

Nous avons aussi une pensée émue pour Joseph ROTH. Joseph ROTH a été Conseiller Municipal entre 1983 et 1989. On se souvient de sa pugnacité, de son investissement, entre autres dans la formation professionnelle au niveau du CFA. Il a beaucoup apporté aussi comme Président du Cercle des Boulangers, à la boulangerie et à ce noble métier, ici à Besançon et dans le Doubs. Joseph ROTH était aussi un de ceux qui a cru à Planoise dans les années 60-70. Nous avons été à un moment adversaires à des cantonales mais il avait oublié cela il y a longtemps et depuis nous étions devenus des amis. Sa perte est une perte pour notre conseil bien sûr mais aussi pour l'ensemble de la ville et de la profession.

Et puis je voudrais terminer avec une note plus chaleureuse en félicitant, même s'il n'est pas là ce soir, Edouard SASSARD et son épouse pour la venue au monde de Martin, leur second enfant.

\* \* \* \*

Maintenant je vais vous demander d'observer une minute de silence en hommage aux victimes du Japon, en hommage aussi aux victimes de toutes ces révolutions dans le monde où des femmes et des hommes se battent pour leur liberté, où des femmes et des hommes se battent pour avoir le droit de voter, ce qui me permet au passage de rappeler qu'il serait bien d'aller voter, nous qui en avons le droit, alors que d'autres à quelques milliers de kilomètres d'ici, à un millier de kilomètres, à quelques heures d'avion meurent pour obtenir ce droit qui est un droit sacré pour nous. Nous allons donc observer une minute de silence pour les victimes du Japon, celles de ces révolutions, à la mémoire de Joseph ROTH et puis aussi à la mémoire des proches de nos collègues récemment décédés.

\* \* \* \*

Je vous remercie.

**M. Pascal BONNET** : Monsieur le Maire, bien entendu nous nous associons à vos propos, avant tout à vos propos relatifs à la nécessité d'appeler à voter et à un vote républicain dans le contexte que l'on connaît actuellement, aussi à vos propos relatifs à un certain nombre de personnes disparues ou d'événements plus heureux et en particulier la mémoire de Joseph ROTH avec lequel j'ai aussi partagé des combats politiques, et bien entendu vos remarques sur la situation internationale tant sur le Japon que pour les démocraties à venir dans les pays méditerranéens remportent l'unité de notre conseil. Pour

ce qui est du Japon, je crois que vous avez raison en effet de mettre l'accent sur les liens que notre ville a avec le Japon et je crois qu'il y a aussi, au-delà du CLA, un lien fort et ancien de l'ENSMM avec le Japon. Il y a aussi Seiji Ozawa qui est un lien avec Besançon et le Japon et peut-être qu'au-delà d'une réponse pour l'instant il faudra peut-être envisager un partenariat plus durable avec une collectivité japonaise, donc voilà un certain nombre de points d'accord. J'assume aussi publiquement de soutenir votre démarche quant à RFF, j'estime qu'il en va de l'intérêt de la capitale régionale et que l'on doit être réuni autour de cette question et je crois d'ailleurs que Françoise BRANGET que vous avez évoquée, Jacques GROSPERRIN sont également sensibles à cet impératif pour la ville. Sur d'autres plans, je ne serai pas totalement en accord avec vous. La question de l'énergie est en effet centrale, la situation du Japon pose la question de l'énergie nucléaire qui ne fait peut-être pas l'unanimité en France mais elle a permis une indépendance énergétique indiscutable, c'est reconnu...

**M. LE MAIRE :** Si vous voulez bien, on ne va pas ouvrir le débat ce soir là-dessus !

**M. Pascal BONNET :** Non mais je vous réponds alors j'aimerais bien terminer. Une indépendance énergétique indiscutable mais une réalité quand même qui est une énergie qui pose question. Ceci étant, ce que j'ai lu c'est que le séisme en lui-même n'a pas eu de conséquences sur les centrales mais que c'est l'inondation qui a créé les problèmes sur les centrales donc c'est un élément dont il faut tenir compte. Je crois savoir qu'un audit a été demandé par le Gouvernement, donc votre inquiétude est sans doute rassurée par l'action du Gouvernement. Enfin pour terminer puisque vous ne voulez pas ouvrir de débat mais vous avez quand même évoqué des problèmes, je reviens aussi sur l'Education Nationale. On est tous inquiet de ce qui peut se passer pour les écoles de Besançon, après je ne crois pas que le Gouvernement ait l'envie de diminuer le personnel de l'Education Nationale à raison d'un non remplacement sur deux comme dans d'autres administrations, ce n'est pas le cas pour l'Education Nationale où l'accent est mis sur le personnel d'encadrement plus que sur le personnel de terrain. Alors il y a des conséquences, on y sera vigilant, les parlementaires y seront vigilants. Il est évident que la ville peut souffrir de certaines décisions gouvernementales mais il est évident aussi que le Gouvernement ne peut pas faire tout ce qu'il veut, qu'il y a des contraintes budgétaires et évidemment à chaque fois que quelque chose ne va pas dans votre sens vous vous plaignez du Gouvernement mais il y a aussi des moments où le Gouvernement fait des choix dans l'intérêt de la ville.

**M. LE MAIRE :** Monsieur BONNET, chaque fois que le Gouvernement a fait des choses dans l'intérêt de la ville, il en a fait et j'espère qu'il continuera à en faire, je me plais à le souligner. Cependant on ne va pas entrer dans le débat sur le nucléaire parce que cela serait beaucoup trop long ce soir. Ce que je veux vous dire c'est que ce ne sont pas des postes qui touchent l'encadrement. Je me suis rendu dans beaucoup d'écoles de cette ville et ce sont des classes que l'on ferme. Sur Besançon ce sont 20 classes qui vont être fermées, ce sont bien des postes d'instituteurs que l'on va supprimer, ce sont des décharges de directeurs qui vont être supprimées, c'est vingt fermetures aujourd'hui, 5 ouvertures. Et je ne parle pas aussi des RASED qui sont supprimés. Je parle des écoles, donc les chiffres sur l'ensemble du département, c'est 190 postes supprimés, c'est un tsunami là aussi, cela n'a peut-être pas la même gravité pour l'instant, je dis bien pour l'instant car lorsque l'on supprime des postes d'enseignant c'est très très grave. Je ne vous rappelle pas ces paroles prémonitoires de Victor Hugo «ouvrez une école, vous fermerez une prison», aujourd'hui j'ai bien peur que de fermer des écoles on doive par la suite rouvrir des prisons.

**Mme Odile FAIVRE-PETITJEAN :** Je suis d'accord avec Philippe GONON sur de nombreux points que vous avez évoqués, et en particulier le MODEM est contre la suppression des nombreux postes et classes dans les écoles de Besançon. Cela risque de fragiliser le soutien aux enfants en difficulté en augmentant le nombre d'élèves dans les classes.

**M. LE MAIRE :** Je vous remercie pour votre brièveté.

**M. Jean ROSSELOT :** Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, effectivement on ne peut que regretter mais faut-il en faire des polémiques extrêmes ? Vous avez été élu Député en 1997, moi en 1993 et quand je suis arrivé à l'Assemblée Nationale c'était «tirez à boulets rouges sur le Gouvernement BEREGOVY» qui supprimait les postes en milieu rural, à un point tel que le Gouvernement BALADUR avait mis sur pied ce fameux moratoire dont on a tant parlé pour revenir en arrière, je suppose qu'il avait

aussi ses contraintes. Donc tout cela c'est relatif. Vous voyez ce qui se passe au Portugal et ailleurs où les gouvernements sont contraints pour des raisons de compétitivité économique.

Je suis d'accord avec vous, l'école c'est la clé de tout, c'est la clé de l'épanouissement de l'individu et de la bonne harmonie de la vie en société, mais je voudrais bien savoir pourquoi, et je l'ai appris, parce que je ne siège plus à la Région, au comité de développement participatif lundi dernier, où de multiples voix, reflets de la société civile, s'étonnaient et critiquaient vertement la suppression par le Conseil Régional de quelque chose qui me paraissait fondamental et qui nous a toujours paru fondamental quand on était au pouvoir au Conseil Régional, qui est l'aide aux jeunes, on est toujours dans l'éducation au sens large, si on peut dire, l'aide aux jeunes pour trouver, et c'est fondamental, un stage en entreprise. J'ai entendu le Conseil de Développement Participatif hurler là-dessus, alors vos leçons c'est bien gentil mais faites-les aussi à vos collègues chefs des exécutifs des collectivités que vous avez toutes en main.

**M. LE MAIRE :** Je reconnais bien là la très grande habilité de Jean ROSSELOT de détourner l'attention...

**M. Jean ROSSELOT :** Mais je ne détourne rien du tout !

**M. LE MAIRE :** Monsieur ROSSELOT je ne vous ai pas interrompu, de détourner l'attention sur la Région, de parler d'un problème qui est certes important mais dont je ne connais pas la réalité. Ce que je sais c'est que nos députés peuvent apporter -c'est d'ailleurs ça qui est assez fantastique- leur soutien aux parents dont les écoles vont disparaître mais ils votent les lois qui les font disparaître, c'est quand même, excusez-moi quelque part, assez « gonflé », si vous me permettez d'utiliser ce terme.

**M. Eric ALAUZET :** Je ne vais pas revenir sur les différents sujets graves évoqués par le Maire puisque je les partage pour l'essentiel. Juste un point néanmoins sur la catastrophe technologique au Japon qui a suivi la catastrophe naturelle pour dire que ce type d'événement nous oblige à l'action. Sans doute un débat aura lieu, on verra, entre ceux qui estiment que le risque peut être pris et les autres qu'il est insensé, la question n'est pas là aujourd'hui. Mais quel que soit ce débat je crois qu'elle nous oblige, quand on sait qu'on a la possibilité assez facilement à l'échelle de nos territoires et de notre pays, de faire 10 % d'économie d'électricité à l'échelle de quelques années, trois, quatre années. Et 10 % d'économie d'électricité par là, on repense à nos besoins, il y a des éclairages nocturnes par exemple et je ne vais pas citer des milliers d'exemples sur lesquels on peut faire des économies d'énergie et les nouvelles technologies, on peut réduire de 10 % ; et réduire de 10 % c'est réduire nos outils de production, l'ensemble de nos outils de production à la même hauteur, et on sait que les outils de production en la matière c'est pour 80 % des centrales nucléaires, cela représente 5 centrales nucléaires. Je ne fais pas le débat sur la sortie ou pas du nucléaire, je dis simplement qu'en faisant des économies on peut fermer 5 centrales nucléaires et notamment la plus ancienne qui nous concerne en premier chef celle de Fessenheim. Donc je souhaiterais que nous travaillions ensemble à une résolution dans ce sens-là qui nous engage nous, la Collectivité, qui encourage les acteurs du territoire, soit les citoyens, les acteurs économiques à faire ce même effort et qui interpelle l'Etat pour qu'il en fasse un objectif national. Et encore une fois j'insiste, ce n'est pas le débat sur la sortie ou non du nucléaire que je viens de poser.

**M. LE MAIRE :** Je suis d'accord puisque c'est déjà ce que j'ai exprimé par un communiqué, d'autant plus que Besançon est une des premières villes européennes qui a rejoint le Club des Maires avec l'objectif du 3 x 20, donc nous allons travailler effectivement dans ce sens-là. Je vois que beaucoup d'entre vous demandent la parole. Des groupes se sont déjà largement exprimés, on ne va peut-être pas relancer ce soir un débat général là-dessus, nous aurons l'occasion d'y revenir, on ne va pas entrer en permanence dans ces questions-réponses.

**Mme Catherine GELIN :** Pour information mon mari a pris l'avion une heure avant le tremblement de terre à Tokyo...

**M. LE MAIRE :** Il a eu de la chance !



**Mme Catherine GELIN** : Il y avait eu de nombreuses secousses durant la semaine qu'il a passée là-bas. Cependant je salue leur façon de faire, leur civilisation et puis tout leur travail parce que finalement, malgré des tremblements de terre fréquents de forte magnitude, leurs bâtiments tiennent le coup, on va dire remarquablement, et je pense que c'est leur souci permanent de travailler pour le bien-être des personnes. Et c'est en cela que je vais rejoindre la qualité de l'enseignement, la qualité du travail et toute la valeur que ces choses-là peuvent porter pour le devenir de nos pays aussi. Et j'espère de tout coeur avoir des nouvelles des amis que je connais là-bas.

**M. LE MAIRE** : Je sais que l'ENSM est effectivement très impliquée avec des étudiants japonais, vous avez raison de le rappeler, Pascal BONNET l'avait dit aussi. Vous savez, une des raisons pour lesquelles on va devoir diminuer la consommation d'électricité vous la connaissez, c'est que l'on annonce 30 % d'augmentation dans les cinq ans à venir, c'est aussi une très joyeuse perspective !

**M. Patrick BONTEMPS** : Je voudrais simplement répondre à Jean ROSSELOT qui a interpellé la Région, bien que ce ne soit pas ici le lieu. Je ne sais pas à quoi Jean ROSSELOT fait allusion, j'imagine qu'il fait référence au stage du supérieur qui était effectivement en partie financé par la Région à travers des partenaires comme le MEDEF et le CRIJ. Mais Jean ROSSELOT qui est un éminent universitaire ne doit pas ignorer que la loi a changé en ce qui concerne la gouvernance des universités et qu'en changeant cette loi a donné à l'Université l'obligation de prendre en charge ces stages en entreprise en lien donc avec d'autres partenaires. C'est pourquoi la Région qui avait initié cette politique pour justement, alors qu'elle était absente, lui donner un sens, aujourd'hui se désengage pour que les partenaires dont c'est la responsabilité prennent en compte cette dimension, tout simplement.

**M. LE MAIRE** : Merci Patrick, je crois que c'est une précision qui a effectivement son utilité».